Le fossé se creuse entre riches et pauvres

Partage international nº 89 – Février 1996

Selon la Banque mondiale, le fossé entre les riches et les pauvres se creuse. Près de 1,3 milliard de personnes vivent dans une « pauvreté absolue » et doivent se contenter de moins de cinq francs par jour pour vivre. Il y a cinq ans, ce nombre était de un milliard. La disparité entre les riches et les pauvres est également dramatiquement illustrée dans un nouveau rapport établi par l'Institut « Bread for the world » (du pain pour le monde), dont le siège se trouve aux Etats-Unis. Selon ce rapport, la fortune cumulée des 358 milliardaires cités dans *Forbes Magazine*, l'année dernière, est égale au revenu global des 45 % les moins riches de la population mondiale. Ce rapport poursuit : *« En d'autres termes, la fortune de 358 personnes est identique au revenu annuel de 2 350 000 000 d'individus. »* Selon le président de la Banque mondiale, James Wolfensohn, les inégalités au sein de la société s'accroissent. En Amérique du Sud, par exemple, les 20 % les plus pauvres de la population perçoivent moins de 4 % du revenu et possèdent une part encore inférieure de l'actif. Il met en garde en poursuivant que *« la distribution des fruits de la croissance constitue l'un des défis majeurs à la stabilité du monde moderne »*, et en évoquant l'insurrection qui a eu lieu l'année dernière au Chiapas, au Mexique, qui pourrait bien être un signe avant-coureur de ce qui nous attend. *« Nous devons en apprendre davantage sur le « pourquoi » et le « comment » de la répartition des revenus ».* L'appauvrissement affecte les groupes de manière variable. Il y a plus de femmes que d'hommes qui vivent dans un état de dénuement total : le nombre des femmes de la campagne vivant dans la pauvreté a doublé au cours des 20 dernières années. Selon Peggy Antrobus, coordinatrice générale de Development Alternatives with Women in a New Era (DAWN) (Alternatives de développement pour les femmes dans une nouvelle ère) : *« Alors que la pauvreté augmente sans cesse dans le monde, son lourd fardeau retombe d'une manière disproportionnée sur les femmes, particulièrement parmi les foyers monoparentaux, toujours plus nombreux, tenus par des femmes. »*

Certains analystes en incombent en partie la responsabilité à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international (le FMI), dont les comités directeurs sont dominés par les pays riches. Ils affirment que les politiques de la « magie des forces du marché », qui ont guidé l'approche de ces deux organismes, ont sapé le pouvoir de l'Etat, dont le rôle est de protéger des secteurs les plus vulnérables, et ont lâché les rênes au capitalisme mondial. Selon P. Antrobus, les programmes d'ajustements structurels de la Banque mondiale et du FMI ont particulièrement lésé les femmes dans les pays en voie de développement. Ils ont également contraint les gouvernements à faire des coupes sombres dans les budgets, souvent au détriment des plus vulnérables.

La Banque elle-même insiste sur le fait que les ajustements structurels ont été salutaires aux pauvres, mais une partie du personnel reconnaît que les preuves concrètes sont minces. L'équipe de la Banque mondiale note que la proportion des pauvres est en train de chuter dans la plupart des pays, et que la croissance démographique est en grande partie responsable de l'augmentation des chiffres absolus. Au cours des dernières années, la Banque mondiale et ses délégations régionales semblent avoir pris conscience de ce problème et investi davantage de fonds dans des « programmes sociaux sûrs », mais ces derniers doivent compenser les pertes des années 1980. Les critiques estiment que ces programmes sociaux ne seront pas en mesure d'empêcher que le fossé se creuse toujours plus entre les riches et les pauvres.

Un manque de volonté

Une autre preuve que les nations manquent de volonté pour éradiquer la pauvreté à été fournie lors de la conclusion d'une récente réunion de deux semaines de l'ONU, à l'échelle ministérielle, portant sur la situation de dégradation économique et sociale des pays les moins développés, les plus pauvres des pauvres du monde. Une volonté d'aider les 600 millions de personnes les plus pauvres du monde est difficilement perceptible, eu égard à l'augmentation du nombre des pays étiquetés comme étant les moins développés, qui sont passés de 41 à 48, au cours de la première moitié de la décennie.

Ricardo Ricupero, secrétaire général de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement a déclaré : *« Alors que les pays les moins développés se sont grosso modo engagés dans*

un programme de profondes réformes économiques et sociales de large portée [...] leurs partenaires habituels dans le développement semblent visiblement avoir traîné les pieds pour contribuer au partenariat. » Les pays riches n'ont pas respectés leurs promesses d'augmenter leur aide, d'ouvrir les marchés ou d'alléger considérablement le poids des dettes. En fait, durant les dernières années, les pays les plus pauvres ont été perdants en termes de proportion d'aide que les donateurs se sont engagés à leur allouer, comme pourcentage de leur produit national brut, qui est passé de 0,09 % en 1990 à 0,07 % en 1993.

Les seuils d'aide en faveur de toutes les pays en voie de développement sont à présent au plus bas depuis plus de 20 ans, et cette diminution ne semble pas vouloir s'arrêter. Ce sont surtout les organismes d'aide multilatérale, comme le Département de prêt de la Banque mondiale, fournissant une assistance aux pays les plus déshérités du monde, qui sont les plus vulnérables. Entre temps, la dette des pays en voie de développement s'accroît également sans cesse. La dette extérieure des pays les plus pauvres est à présent estimée à 76 % de leur produit domestique brut combiné. La réduction de l'aide et l'accumulation des dettes ne font que rendre les pays en voie de développement plus dépendants des forces du marché, renforçant ainsi le pouvoir de celles-ci en termes d'investissement. Ces forces exercent à présent un contrôle « *beaucoup plus draconien que n'importe quelle disposition antérieure, telle que l'étalon or du système de Bretton Woods, aucune nation ne disposant de la liberté de choix »*, a estimé récemment l'ex-directeur de la banque Citicorp, Walter Wriston.

Sources : IPS
Thématiques : Société, politique
Rubrique : Les priorités de Maitreya